

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, neuvième chambre, saisi par le Ministre Président de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-capitale, le 3 juin 1992, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-capitale "déterminant les actes et travaux exonérés de permis d'urbanisme ou de l'avis conforme du fonctionnaire délégué ou de l'intervention d'un architecte", a donné le 15 juin 1992 l'avis suivant:

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, negende kamer, op 3 juni 1992 door de Minister Voorzitter van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve "tot bepaling van de handelingen en werken die vrijgesteld zijn ofwel van de stedenbouwkundige vergunning, ofwel van het eensluidend advies van de gemachtigde ambtenaar ofwel van de bemoeiing van een architect", heeft op 15 juni 1992 het volgende advies gegeven :

Intitulé.

Il faut écrire :

"... les actes et travaux dispensés du permis d'urbanisme, de l'avis conforme du fonctionnaire délégué ou de l'intervention d'un architecte".

Préambule.

Alinéas 1er et 2.

Il n'est pas d'usage de viser, au préambule des arrêtés de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-capitale, la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles et celle du 12 janvier 1989 relative aux Institutions bruxelloises.

Les deux premiers alinéas doivent, dès lors, être omis.

Alinéa 1er nouveau.

L'article 4, alinéa 3, de la loi du 20 février 1939 sur la protection du titre et de la profession d'architecte, qui habilite l'Exécutif à dispenser certains actes et travaux de l'intervention d'un architecte et qui constitue, par conséquent, la base juridique de l'article 8 du projet, doit être visé au préambule.

.../...

Un alinéa 1er nouveau rédigé comme suit doit donc être introduit dans le préambule :

"Vu la loi du 20 février 1939 sur la protection du titre et de la profession d'architecte, notamment l'article 4, alinéa 3;".

Alinéa 3 (devenant l'alinéa 2).

Il n'est pas d'usage de viser, au préambule, le ou les arrêtés par lesquels une loi, un décret ou une ordonnance sont mis en vigueur.

La formule, utilisée dans l'alinéa, "... mise en vigueur par l'arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-capitale du ..." doit, dès lors, être omise.

Alinéa 4.

Il n'est pas davantage d'usage de viser, au préambule d'un arrêté d'un Exécutif, les dispositions qui fixent la répartition des compétences entre les membres de cet Exécutif.

L'alinéa doit donc être omis.

.../...

Proposant.

Le Conseil d'Etat, section de législation, a souvent fait observer - notamment dans son avis donné le 3 décembre 1990 sur l'ordonnance du 29 août 1991 organique de la planification et de l'urbanisme, alors en projet - que les secrétaires d'Etat de la Région de Bruxelles-capitale ne font pas partie de l'Exécutif de cette région et qu'ils ne sont pas, dès lors, habilités à proposer, exécuter et signer les arrêtés émanant de l'Exécutif.

Les mots "et du secrétaire d'Etat adjoint au ministre président" doivent être omis dans le proposant.

Ils doivent également l'être dans l'exécutoire, ainsi que dans les signatures.

Dispositif.

Article 1er.

Si, en vertu de l'article 8, alinéa 2, de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux Institutions bruxelloises, les ordonnances de la Région de Bruxelles-capitale doivent mentionner qu'elles règlent des matières visées à l'article 107quater de la Constitution, aucune disposition de cette loi spéciale n'impose pareille obligation pour les arrêtés de l'Exécutif, pris dans des matières de compétence régionale. En conséquence, l'article 1er doit être omis.

.../...

Article 3 (devenant l'article 2).

1. On n'aperçoit pas l'utilité des termes "Pour autant qu'ils ne soient pas interdits par des dispositions légales et réglementaires ou qu'ils n'impliquent aucune dérogation à celles-ci", l'objet de la disposition en projet étant limité à la dispense de la formalité de la délivrance d'un permis d'urbanisme. Il va sans dire que, si les actes et travaux visés à la disposition en projet font l'objet d'autres prescriptions légales ou réglementaires, celles-ci devront être respectées.

En conséquence, le membre de phrase précité doit être omis.

La même observation vaut pour les articles 4, 5 et 7 du projet.

2. Le texte néerlandais de la disposition sous 1^o devrait être rédigé ainsi qu'il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

3. Pour mieux traduire l'intention des auteurs du projet, mieux vaut rédiger le 6^o de la manière suivante :

"6^o les équipements décoratifs de cours et jardins, ainsi que, pour autant que ne s'ensuive aucune modification sensible du relief, l'aménagement du sol conforme à une destination de cours et jardins, notamment la création de chemins, de terrasses ou l'installation de bacs à plantations".

.../...

Article 4 (devenant l'article 3).

Le texte néerlandais de l'article devrait être rédigé en tenant compte des observations qui sont faites dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 5 (devenant l'article 4).

La phrase introductive gagnerait à être allégée et ne devrait pas répéter la notion de travaux et actes de minime importance qui figure déjà à l'article 117 de l'ordonnance.

Il y a donc lieu d'écrire :

"Art. 4. Les actes et travaux en voirie suivants sont exonérés du permis d'urbanisme : ...".

Le texte néerlandais du 3^o, a) et du 3^o, d) devrait être rédigé en tenant compte des observations qui sont faites dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 7 (devenant l'article 6).

1. Les verbes de l'énumération sub 2^o, 4^o, 5^o, 8^o et 9^o doivent, dans le texte français, être mis à l'indicatif présent.

.../...

2. Le texte néerlandais du 2º, b) devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

3. Au 2º, d), la partie du dispositif commençant par les mots "En outre ..." échappe à l'énumération. Le texte doit être remanié pour éviter d'interrompre l'énumération.

4. Le texte néerlandais du 4º, c) devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 8 (devenant l'article 7).

En vertu de l'article 4 de la loi du 20 février 1939 sur la protection du titre et de la profession d'architecte, l'Etat, les provinces, les communes, les établissements publics et les particuliers doivent, sauf dérogation accordée conformément à l'alinéa 2, recourir au concours d'un architecte pour l'établissement des plans et le contrôle de l'exécution des travaux pour lesquels les lois, arrêtés et règlements imposent une demande préalable d'autorisation de bâtir.

Par ailleurs, l'alinéa 3 dudit article 4, habilite le Roi - actuellement les Exécutifs - à indiquer les travaux pour lesquels le concours d'un architecte n'est pas obligatoire.

.../...

On observera que cette habilitation est plus large que celle qui est prévue par les articles 84, § 2, et 117 de l'ordonnance, qui limitent le pouvoir de l'Exécutif régional bruxellois aux travaux qui peuvent être considérés comme étant de minime importance.

Or, la liste des travaux exemptés du concours obligatoire d'un architecte, telle qu'elle est établie par l'article 8 du projet, est sensiblement plus réduite que celle des articles 1er et 2 de l'arrêté royal du 16 décembre 1971 déterminant les travaux et actes exonérés ou de l'intervention de l'architecte ou du permis de bâtir ou de l'avis conforme du fonctionnaire délégué, actuellement applicable.

Il s'ensuit qu'un certain nombre de travaux de minime importance qui ne sont plus exonérés, en vertu du projet, d'un permis d'urbanisme et qui ne figurent plus dans la liste des travaux exemptés de l'intervention obligatoire d'un architecte, requièrent l'intervention de celui-ci en vue de l'établissement des plans et du contrôle de l'exécution des travaux, alors qu'ils se prêtent malaisément à une telle exigence dans tous les cas.

On peut citer, à cet égard, l'exemple suivant : en vertu de l'article 2 de l'arrêté royal du 16 décembre 1971, l'obtention d'un permis de bâtir et l'intervention d'un architecte ne sont pas requises pour les clôtures légères. Dans le projet, l'érection de clôture n'est plus dispensée que de l'avis préalable du fonctionnaire délégué, tandis qu'un permis d'urbanisme est dorénavant requis. Faute de

.../...

figurer dans la liste de l'article 8 du projet, l'érection d'une clôture, même légère, requerra donc l'intervention d'un architecte qui devra établir un plan et surveiller les travaux.

L'article 8 du projet devra être fondamentalement revu afin d'éliminer de telles incohérences.

Article 9 (devenant l'article 8).

La disposition doit être rédigée de la manière suivante :

"Art. 8. Sont abrogés :

- 1° en ce qui concerne la Région de Bruxelles-Capitale, l'arrêté royal du 16 décembre 1971 déterminant ... (la suite comme à l'alinéa 1er de l'article 9);
- 2° l'arrêté royal du 31 mars 1981 déterminant, pour la Région bruxelloise, les actes et travaux en voirie exonérés du permis de bâtir, modifié par l'arrêté royal du 7 novembre 1985".

Article 10 (devenant l'article 9).

Il faut écrire :

"Art. 9. Le membre de l'Exécutif qui a l'urbanisme dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté".

Le texte néerlandais du projet, in fine, devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Opschrift.

Er behoort te worden geschreven :

"... de handelingen en werken die vrijgesteld zijn van een stedenbouwkundige vergunning, een eensluidend advies van de gemachtigde ambtenaar of de medewerking van een architect".

Aanhef.Eerste en tweede lid.

Het is niet gebruikelijk in de aanhef van besluiten van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve te verwijzen naar de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen en naar die van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse Instellingen.

De eerste twee leden moeten bijgevolg vervallen.

Nieuw eerste lid.

Er behoort in de aanhef te worden verwezen naar artikel 4, derde lid, van de wet van 20 februari 1939 op de bescherming van de titel en het beroep van architect, dat de Executieve bevoegd maakt om sommige handelingen en werken vrij te stellen van de medewerking van een architect en dat bijgevolg de rechtsgrond vormt van artikel 8 van het ontwerp.

.../...

Een nieuw, als volgt luidend lid moet dus in de aanhef worden ingevoegd :

"Gelet op de wet van 20 februari 1939 op de bescherming van de titel en het beroep van architect, inzonderheid op artikel 4, derde lid;".

Derde lid (dat het tweede lid wordt).

Het is niet gebruikelijk in de aanhef te verwijzen naar het besluit of de besluiten waarbij een wet, een decreet of een ordonnantie in werking worden gesteld.

De in het lid gebezigde formule, "... die in werking is getreden op grond van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve van ..." moet derhalve vervallen.

Vierde lid.

Het is evenmin gebruikelijk in de aanhef van een besluit van een Executieve te verwijzen naar de bepalingen die de verdeling van de bevoegdheden over de leden van die Executieve vaststellen.

Het lid moet dus vervallen.

Voordrachtformulier.

.../...

De afdeling wetgeving van de Raad van State heeft er vaak op gewezen - onder meer in het advies dat op 3 december 1990 verstrekt is omtrent de ordonnantie van 29 augustus 1991 houdende organisatie van de planning en de stedenbouw, toen in ontwerpfase - dat de Staatssecretarissen van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest geen deel uitmaken van de Executieve van het Gewest en dat zij derhalve niet bevoegd zijn om de besluiten van de Executieve voor te dragen, ten uitvoer te leggen en te ondertekenen.

De woorden "en van de Staatssecretaris toegevoegd aan de Minister-Voorzitter" moeten in het voordrachtformulier vervallen.

Zij moeten eveneens vervallen in de uitvoeringsbepaling, net als in het ondertekeningsformulier.

Bepalend gedeelte.

Artikel 1.

Ofschoon krachtens artikel 8, tweede lid, van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse Instellingen de ordonnanties van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest moeten vermelden dat zij aangelegenheden regelen bedoeld in artikel 107quater van de Grondwet, legt geen enkele bepaling van die bijzondere wet een zodanige verplichting op voor de besluiten van de Executieve, vastgesteld met betrekking tot aangelegenheden

.../...

waarvoor het Gewest bevoegd is. Bijgevolg moet artikel 1 vervallen.

Artikel 3 (dat artikel 2 wordt).

1. Het is niet duidelijk wat het nut is van de bewoordingen "Voor zover ze niet door wettelijke en verordende bepalingen verboden zijn of ze geen afwijking hiervan vergen", nu de opzet van de ontworpen bepaling beperkt is tot het vrijstellen van het vormvereiste een stedenbouwkundige vergunning af te geven. Het behoeft geen betoog dat als de handelingen en werken bedoeld in de ontworpen bepaling gebonden zijn aan andere wettelijke of bestuursrechtelijke voorschriften, die nageleefd zullen moeten worden.

Het zoëven genoemde zinsdeel moet bijgevolg vervallen.

Dezelfde opmerking geldt voor de artikelen 4, 5 en 7 van het ontwerp.

2. In de bepaling onder 1^o schrijve men "bouwterrein" in plaats van "werf". Dezelfde opmerking geldt voor 3^o van artikel 7 (dat artikel 6 wordt).

.../...

3. Opdat de bedoeling van de stellers van het ontwerp beter tot uiting komt is het beter 6° als volgt te stellen :

"6° de versieringselementen van binnenplaatsen en tuinen alsook, voor zover er geen aanzienlijke wijziging van het reliëf door ontstaat, bodemaanleg die zich verdraagt met een bestemming binnenplaatsen en tuinen, onder meer de aanleg van paden en terrassen of het plaatsen van plantenbakken".

Artikel 4 (dat artikel 3 wordt).

In de inleidende volzin schrijve men "verordeningsbepalingen" in plaats van "verordenende bepalingen" alsook "wegwerkzaamheden" in plaats van "werken inzake wegenis".

In de bepaling onder 1° schrijve men "stoepen" in plaats van "voetpaden".

Artikel 5 (dat artikel 4 wordt).

De inleidende volzin zou ermee winnen als hij minder omslachtig werd gemaakt en behoort het begrip werken en handelingen van geringe omvang, dat al in artikel 117 van de ordonnantie staat, niet te herhalen.

Er dient dus te worden geschreven :

.../...

"Art. 4. De volgende handelingen en wegwerkzaamheden worden vrijgesteld van een stedenbouwkundige vergunning : ...".

In 3°, a) schrijve men "verkeerstekens" in plaats van "verkeerssignalisatie". Deze opmerking geldt ook voor 4°.

In 3°, d) schrijve men "televisiedistributie" in plaats van "teledistributie".

Artikel 7 (dat artikel 6 wordt).

1. In de Franse tekst van de opsomming onder 2°, 4°, 5°, 8° en 9° behoren de werkwoorden in de onvoltooid tegenwoordige tijd te staan.

2. In 2°, b) dient het woord "bezetting" te worden vervangen door het woord "inbezitneming".

3. In 2°, d) maakt het gedeelte van het dispositief beginnende met het woord "Bovendien" geen deel uit van de opsomming. De tekst dient te worden herwerkt om te voorkomen dat de opsomming wordt onderbroken.

4. In 4°, c) schrijve men "windmolens" in plaats van "eolische raderen".

.../...

Artikel 8 (dat artikel 7 wordt).

Krachtens artikel 4 van de wet van 20 februari 1939 op de bescherming van de titel en het beroep van architect moeten de Staat, de provincies, de gemeenten, de openbare instellingen en de particulieren, behoudens enige afwijking verleend overeenkomstig het tweede lid, een beroep doen op de medewerking van een architect voor het opmaken van de plans en de controle op de uitvoering van de werken waarvoor de wetten, besluiten en reglementen een voorafgaande aanvraag om bouwvergunning opleggen.

Bovendien verleent het derde lid van het genoemde artikel 4 de Koning - thans de Executieven - machtiging tot het aanwijzen van de werkzaamheden waarvoor geen beroep op de medewerking van een architect behoeft te worden gedaan.

Op te merken valt dat die machtiging ruimer is dan die waarin de artikelen 84, § 2, en 117 van de ordonnantie voorzien, die de bevoegdheid van de Brusselse Gewestexecutieve beperken tot werken die kunnen worden geacht van geringe omvang te zijn.

De lijst van werkzaamheden waarvoor de medewerking van een architect niet vereist is, zoals die lijst door artikel 8 van het ontwerp wordt opgemaakt, is aanzienlijk beperkter dan die van de artikelen 1 en 2 van het koninklijk besluit van 16 december 1971 tot bepaling van de werken en handelingen die vrijgesteld zijn ofwel van de bemoeiing van de architect, ofwel van de bouwvergunning ofwel van het

.../...

eensluitend advies van de gemachtigde ambtenaar, dat thans toepasselijk is.

Daaruit volgt dat een aantal werkzaamheden van geringe omvang, waarvoor krachtens het ontwerp geen vrijstelling van stedenbouwkundige vergunning meer bestaat en die niet langer voorkomen op de lijst van de werkzaamheden die geen medewerking van een architect behoeven, de medewerking van een architect behoeven wat het opmaken van de plans en de controle op de uitvoering van de werkzaamheden betreft, hoewel zij zich moeilijk in alle gevallen voor een dergelijk vereiste verlenen.

In dit verband kan het volgende voorbeeld worden gegeven : krachtens artikel 2 van het koninklijk besluit van 16 december 1971 zijn het verkrijgen van een bouwvergunning en de medewerking van een architect niet vereist voor afsluitingen van lichte constructie. In het ontwerp wordt ten aanzien van het plaatsen van een afsluiting alleen nog vrijstelling van het voorafgaande advies van de gemachtigde ambtenaar verleend, terwijl voortaan een stedenbouwkundige vergunning vereist is. Doordat het plaatsen van een afsluiting, zelfs van lichte constructie, niet meer wordt genoemd in de opsomming van artikel 8 van het ontwerp, zal het dus de medewerking van een architect behoeven, die een plan zal moeten opmaken en toezicht houden op de werkzaamheden.

Artikel 8 van het ontwerp dient grondig te worden herzien om een dergelijk gebrek aan samenhang weg te werken.

.../...

Artikel 9 (dat artikel 8 wordt).

De bepaling behoort aldus te worden gesteld :

"Art. 8. Opgeheven worden :

- 1° wat het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest betreft, het koninklijk besluit van 16 december 1971 tot bepaling ... (voorts zoals in het eerste lid van artikel 9, met dien verstande dat "gewijzigd bij" dient te worden geschreven in plaats van "gewijzigd door");
- 2° het koninklijk besluit van 31 maart 1981 tot bepaling, wat het Brusselse Gewest betreft, van de handelingen en werken aan wegen die vrijgesteld zijn van de bouwvergunning, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 7 november 1985".

Artikel 10 (dat artikel 9 wordt).

Er dient te worden geschreven :

"Art. 9. Het lid van de Executieve tot wiens bevoegdheid stedenbouw behoort is belast met de uitvoering van dit besluit".

Aan het slot van het ontwerp schrijve men "Vanwege de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve" in plaats van "Door de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve".

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs : C.-L. CLOSSET,
de Heren :

président de chambre,
kamervoorzitter,

R. ANDERSEN,
J. MESSINNE,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

P. GOTHOT,
J. van COMPERNOLLE,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

Madame : J. GIELISSEN,
Mevrouw :

greffier assumé,
toegevoegd griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. R. ANDERSEN.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. R. ANDERSEN.

Les rapports ont été présentés par MM. M. QUINTIN, auditeur, et J.-F. NEURAY, auditeur adjoint. La note du Bureau de coordination a été rédigée par M. B. DEROUAUX, référendaire.

De verslagen werden uitgebracht door de HH. M. QUINTIN, auditeur, en J.-F. NEURAY, adjunct-auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld door de H. B. DEROUAUX, referendaris.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. GIELISSEN.

C.-L. CLOSSET.